

la
société
française
est
en
crise

il ne s'agit pas de la crise
de la société industrielle

M. Pompidou pour sa part parle de « société désaccordée » et ajoute « la question à mon sens n'est ni économique, ni politique, elle est morale et métaphysique ». Il se plaint de la versatilité, de la légèreté des Français.

D'autres incriminent le progrès technique. Pour eux il s'agirait d'une crise de la « société industrielle », de difficultés de croissance. Certains proposent alors de modifier « l'atmosphère » qui règne dans les entreprises. Comme des rebouteux, ils cherchent à mettre un peu de baume sur les plaies. Des hommes placés à des responsabilités internationales — comme M. Mansholt — préconisent l'arrêt de la croissance économique.

Il s'agit de la crise du système
capitaliste dans sa phase actuelle :
le capitalisme monopoliste d'Etat

Nous, Communistes, nous disons :

« La cause profonde de la crise réside dans les exigences de l'exploitation, de l'accumulation et de la rentabilisation capitalistes. C'est une crise de la société capitaliste dont la profondeur met en cause le système lui-même. »

C'est ce que nous allons démontrer et pour cela étudier successivement :

- l'exploitation capitaliste,
- les exigences de la mise en valeur du capital,
- le capitalisme monopoliste d'Etat et sa crise.

La France est une nation riche.
« Sa position géographique favorable, la douceur de son climat, l'abondance de ses ressources naturelles ont favorisé depuis longtemps son développement. Héritière d'une tradition de travail hautement qualifié et d'une riche culture, elle dispose aujourd'hui d'un important potentiel économique, d'un appareil de production perfectionné, d'une forte population active, de talents innombrables. Ses relations internationales sont d'autant plus susceptibles de grandir qu'elles peuvent prendre appui sur une base économique nationale diversifiée. »

Rapport de Georges Marchais,
XX^e Congrès - Décembre 1972.

A qui profite cette richesse ?

- production industrielle : + 70 %
(de 62 à juillet 71)
- productivité : + 94,6 % (1)
- pouvoir d'achat (1) : + 7,6 %
- durée moyenne de la semaine de travail : 45 h 5
- chômage (de 58 à 71) : + 264 %
- accidents mortels : 7 par jour
- salaires en dessous de 1 000 F : 34 %
- Profits : + 206 % (pour les 40 entreprises les plus importantes, de 1958 à 1966)
- (1) de 1958 à juillet 1972.

● qu'est-ce que l'exploitation capitaliste ?

Dans toute société, la condition fondamentale pour que les hommes vivent et se perpétuent, c'est qu'ils produisent ce qui est nécessaire à leur existence : nourriture, vêtements, habitations, moyens de culture, etc.

mode de production
forces productives et rapports de
production

Pour produire, il faut des machines, des matières premières, de l'énergie, des locaux, etc. Ce sont les moyens de production. Les hommes utilisent, mettent en œuvre ces moyens de production. Les hommes et les moyens de production constituent les forces productives. Les hommes ne produisent pas isolément, mais collectivement : la production se développe à l'échelle de la société tout entière, on dit que la production est sociale.

Pour produire, les hommes entrent en rapport entre eux ; ces rapports sont appelés rapports de production.

Rapports de production et forces productives sont les deux éléments fondamentaux du mode de production.

les marchandises

Les hommes fabriquent donc des produits, correspondant aux besoins de la société ; lorsque ces produits sont échangés sur le marché, ils sont des marchandises.

Si les marchandises s'échangent entre elles, c'est qu'elles ont, outre leur utilité particulière qui fait leur valeur d'usage, une qualité commune qui permet d'établir les proportions dans lesquelles elles seront échangées, qui permettra de fixer leur valeur d'échange. Cette qualité commune aux marchandises, c'est qu'elles sont toutes le produit du travail de l'homme.

C'est donc le travail humain nécessaire à leur fabrication qui en détermine la valeur ; le montant de cette valeur est fonction du temps passé à la fabrication.

Lorsqu'on parle de temps de travail, il s'agit du temps de travail dans les conditions de production moyenne de la société ; c'est-à-dire avec un niveau technique, une habileté et une intensité moyennes. C'est ce qu'on appelle le temps de travail socialement nécessaire.

Au cours d'une longue évolution, au fur et à mesure que se développent les échanges et afin de les faciliter, certaines marchandises — en particulier l'or et l'argent — joueront un rôle particulier. Elles sont utilisées pour exprimer la valeur d'échange des autres marchandises ; elles servent d'intermédiaire pour comparer leur valeur respective en vue de l'échange. Ainsi est née et s'est développée la monnaie.

L'expression monétaire de la valeur s'appelle

Le prix évolue selon les conditions très complexes du marché, mais évolue toujours en fonction de la valeur des marchandises.

Pour approfondir cette question complexe de la monnaie, se reporter au tome I du Traité marxiste sur le Capitalisme monopoliste d'Etat - Pages 389 à 407.

une marchandise particulière
la force de travail

Dans le mode de production capitaliste, les moyens de production essentiels sont la propriété privée des capitalistes. Pour les mettre en œuvre, ils embauchent des travailleurs : les ouvriers.

Les ouvriers ne possèdent aucun moyen de production, ils ne disposent que de leurs facultés physiques et intellectuelles, c'est ce qu'on appelle la force de travail. Pour se nourrir, se vêtir, se loger, entretenir leur famille, ils doivent vendre leur force de travail aux capitalistes. En échange, ils reçoivent un salaire qui leur permet de renouveler cette force de travail.

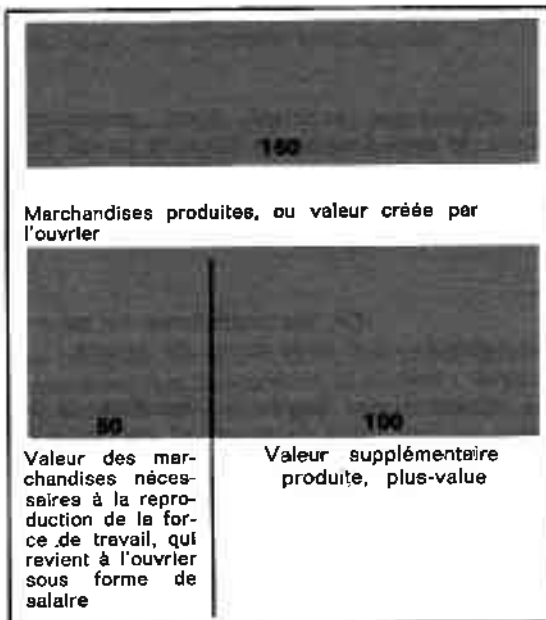
Comme toute autre marchandise, celle-ci a une valeur : déterminée par la valeur des marchandises et le coût des services nécessaires à son entretien et à sa reproduction ; cette valeur évolue avec les conditions historiques et sociales du développement de la société, des sciences et des techniques ; le salaire est son prix. Elle a aussi une valeur d'usage, utilisée par les capitalistes, c'est sa capacité de mettre en œuvre les moyens de production, de produire des marchandises.

la plus-value
seule source de profit

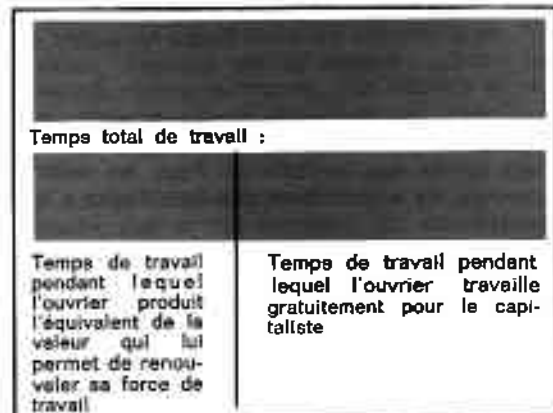
Les capitalistes achètent donc, moyennant salaire, le droit d'utiliser la force de travail des ouvriers, pendant un temps déterminé. Pendant ce temps, les ouvriers produisent une certaine quantité de marchandises ; la valeur de ces marchandises est très supérieure à la valeur des marchandises et au coût des services, nécessaires aux ouvriers pour reconstituer leur force de travail. Or, les capitalistes ne payent que cette dernière sous forme de salaire.

Les ouvriers sont payés en fonction de la valeur de leur force de travail et non pour la valeur fournie par leur travail.

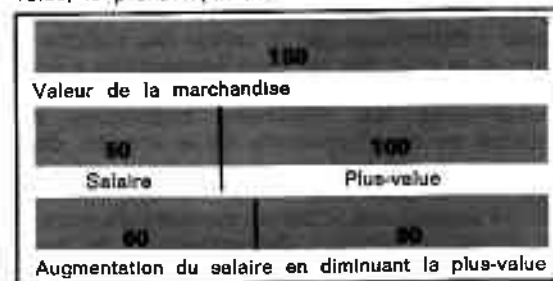
L'écart entre la valeur de la force de travail et la valeur créée par celle-ci est la plus-value, source unique de profit que s'accaparent les capitalistes.



Cela revient à dire que seule une partie de la journée est payée à l'ouvrier ; pendant l'autre partie il travaille gratuitement pour le capitaliste.



Contrairement aux arguments des capitalistes et de leur gouvernement, on peut donc augmenter les salaires sans toucher aux prix des marchandises ; ces arguments ont pour but de préserver la plus-value, le profit capitaliste.



● les exigences de la mise en valeur du capital

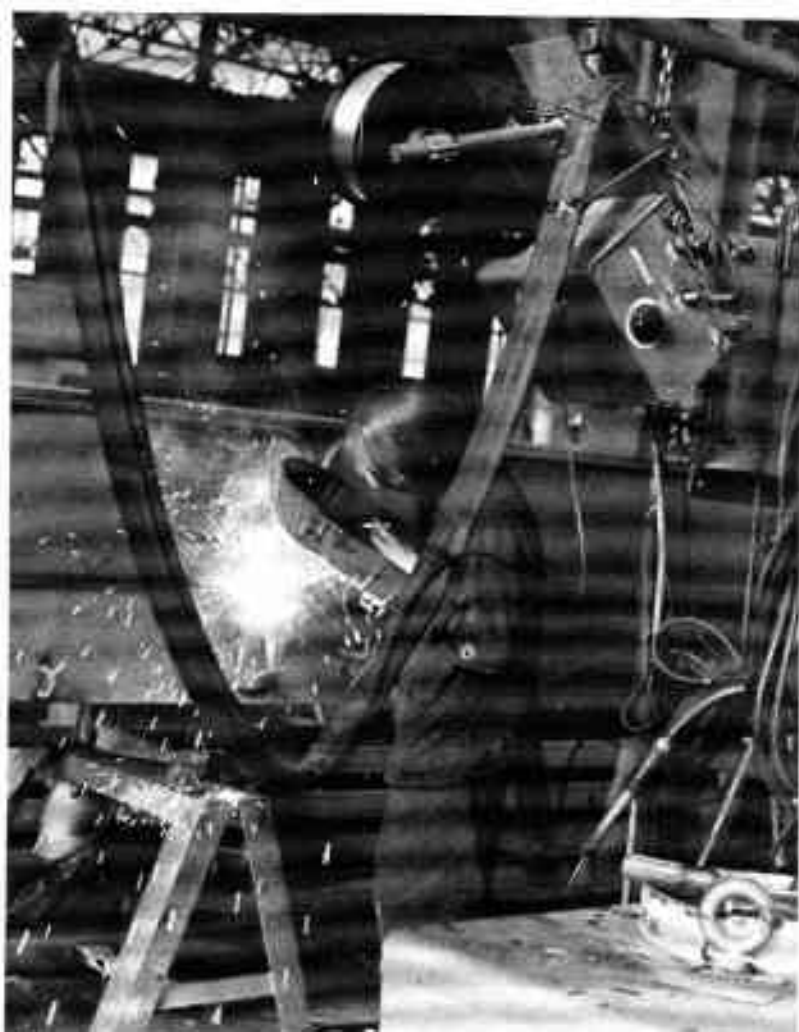
le capital constant et le capital variable

Pour produire, les capitalistes achètent deux sortes de marchandises = des moyens de production, c'est le capital constant ; la force de travail des ouvriers, c'est le capital variable.

Le capital existant sous forme de capital constant — machines, matières premières, etc. — est impuissant par lui-même à se reproduire, à s'accroître. Pour cela il faut l'intermédiaire des ouvriers. Seule leur force de travail permet de produire des marchandises, et comme nous l'avons vu, d'en produire plus qu'elle n'en consomme, c'est-à-dire de créer une valeur nouvelle, supplémentaire, donc d'accroître le capital.

Ainsi, le capital variable destiné à l'achat de la force de travail augmente en cours de production, et lui seul.

C'est donc bien l'exploitation du travail de l'homme qui permet aux capitalistes, en s'appropriant la plus-value produite, d'accroître leur capital, de le mettre en valeur.





Les forces productives

terrain
locaux
machines
outils
matières
premières
énergie
etc.

moyens de production

capital
conetant

ouvriers

force de travail

capital
variable

L'intensité de cette exploitation est donnée par le taux de plus-value, c'est-à-dire le rapport entre la plus-value produite et le capital variable.

Dans l'exemple chiffré déjà utilisé le taux de plus-value sera :

$$\frac{\text{plus-value}}{\text{capital variable}} = \frac{100}{50} = 200 \%$$

Cette exploitation se situe au cœur même de la production : en régime capitaliste la production des marchandises est en même temps production de plus-value. C'est là que se situe la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, la contradiction capital/travail.

les rapports de production capitalistes sont des rapports d'exploitation

Nous pouvons définir les rapports de production qui s'établissent entre les hommes, dans la société capitaliste :

— les uns, les capitalistes, possèdent les moyens de production ;

— les autres, les ouvriers, ne possèdent rien d'autre que leur force de travail. Pour vivre ils sont obligés de la vendre aux capitalistes.

C'est cette propriété privée des moyens de production qui permet aux capitalistes d'exploiter le travail des ouvriers, de s'approprier toute la valeur créée par leur travail.

Ces deux groupes ont des intérêts opposés et inconciliables : l'un cherchera à accroître l'exploitation, à faire toujours plus de profit, l'autre, à l'inverse, luttera pour la réduire.

Pour accroître le taux de plus-value, les capitalistes s'efforceront sans cesse d'augmenter la durée du travail, d'accroître les cadences, de faire pression sur les salaires, de limiter le développement de la consommation populaire.

Mais cette augmentation a des limites, les capitalistes ne peuvent indéfiniment augmenter l'intensité et la durée du travail, mais surtout leur volonté se heurte aux luttes des travailleurs.

Il est important également de noter que dans les conditions capitalistes de production, l'accroissement des marchandises produites, donc de la productivité du travail résultant des progrès techniques et scientifiques ne connaît pas son plein développement et s'accompagne presque toujours d'une augmentation de l'intensité du travail.

Chez PROUVOST MASUREL (Lainière)
de Roubaix
4 000 salariées

Les ouvrières du textile portent témoignage :

« On y travaille souvent dans une humidité constante, entre 50 et 60°. Les accidents se multiplient. A la salle « continus à filer » les ouvrières les plus rapides ont été choisies pour pousser au rendement.

La réorganisation du travail en aggrave la charge physique. Les bobines sont cinq fois plus lourdes.

Le nombre de broches à surveiller a doublé (de 200 à 400). Il y a dix ans une ouvrière avait une allée à surveiller, aujourd'hui deux. On absorbe le casse-croûte dans la poussière. L'asthme et les déformations de la colonne vertébrale foisonnent, mais aussi les maladies nerveuses. »

Jamais l'art d'extraire du travailleur son énergie physique et nerveuse pour la muer en profit capitaliste n'avait été poussé aussi loin...

accumulation du capital et taux de profit

Produire toujours plus de marchandises, augmenter l'intensité de l'exploitation, pour avoir plus de plus-value, tel va donc être le but des capitalistes. Pour mener à bien cette course au profit, toujours aiguillonnés par la concurrence impitoyable qu'ils se livrent entre eux, les capitalistes accroîtront sans cesse leur capital.

Une partie de la plus-value produite — l'autre partie étant utilisée par les capitalistes pour leurs besoins personnels ou la spéculation dont nous parlerons plus loin — sert à acheter des moyens de production en plus grand nombre et plus perfectionnés, à embaucher un supplément de main-d'œuvre. Cette partie est ainsi ajoutée au capital précédent, c'est l'accumulation du capital.

Cette accumulation sera d'autant plus grande que la masse de plus-value obtenue par rapport à l'ensemble du capital investi sera élevée. Ce qui importe donc aux capitalistes c'est le rapport entre la plus-value réalisée et le capital total engagé, et qu'on appelle : taux de profit.



Ce qui les guide : la course au profit.

- Un cash-flow (ce qui veut dire un profit) convenable est la vraie noblesse de l'industriel. »

Roger Martin,
PDG de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson.

- Toute activité qui ne fait pas de bénéfice au bout de cinq ans, il faut la tuer. »

Sylvain Floirat, PDG des Engins Matra.

Ce que cela donne :

— Pechiney-Ugine-Kuhlman trouvent plus rentable d'investir à l'étranger : en 10 ans ils ont construit 2 usines en France contre 7 à l'étranger.

— Les trusts de la sidérurgie ont décidé la suppression de 12 500 emplois en Lorraine parce qu'il y a plus d'argent à gagner ailleurs.

— Roussel-UCLAF arrête la fabrication de la streptomycine, pas assez rentable de son point de vue.

Complétons l'exemple chiffré

Capital total = 500
Capital constant = 450
Capital variable = 50
Plus-value = 100

$$\text{Taux de plus-value : } \frac{\text{plus-value}}{\text{capital variable}} = \frac{100}{50} = 200\%$$

$$\text{Taux de profit : } \frac{\text{plus-value}}{\text{capital total}} = \frac{100}{500} = 20\%$$

Ce taux de profit est fonction de la plus-value produite, donc du degré d'exploitation ; mais il est aussi fonction de la répartition du capital entre le capital constant et le capital variable.

Si nous prenons une autre entreprise, investissant un capital total de même importance, fonctionnant avec le même degré d'exploitation, mais ayant une répartition interne différente, nous allons pouvoir vérifier que le taux de profit sera différent :

2^e entreprise

Capital total = 500
Capital constant = 400
Capital variable = 100
Taux de plus-value 200 %
donc plus-value 200

$$\text{Taux de profit} = \frac{\text{plus-value}}{\text{capital total}} = \frac{200}{500} = 40\%$$

la baisse du taux moyen de profit

Ainsi — bien que d'une façon schématique — il apparaît que toute modification dans la répartition du capital se répercute sur le taux de profit : si le capital constant s'accroît plus vite que le capital variable, ce taux diminue.

Or, dans le mode de production capitaliste, fondé sur l'exploitation du travail de l'homme, ayant pour but le profit et non la satisfaction des besoins de la population, le développement des forces productives se fait de façon contradictoire. Comme nous l'avons vu les capitalistes tendent toujours à exploiter plus les travailleurs, à « économiser » la part consacrée aux salaires, c'est-à-dire le capital variable, afin de consacrer le maximum du capital à l'accroissement des moyens de production (en nombre, en puissance, en perfectionnement), c'est-à-dire le capital constant, et se trouvent sur le marché dans les conditions les plus favorables.

Les capitalistes agissent donc au sein d'une contradiction : alors que seul le capital variable est à l'origine de la plus-value, au fur et à mesure que le capital augmente, la part de capital variable augmente moins rapidement ; il diminue proportionnellement au capital constant.

De ce fait la plus-value produite ne s'accroît pas aussi rapidement et dans les mêmes propor-

tions que l'ensemble du capital. En conséquence, pour l'ensemble de la production, à l'échelle de la société, le taux moyen de profit aura tendance à baisser.

Cette tendance à la baisse du taux moyen de profit à l'échelle de la société n'est pas contradictoire avec l'augmentation de la masse des profits et l'accroissement du taux de profit de certaines entreprises, essentiellement les grands monopoles. Nous verrons tout à l'heure comment.

la suraccumulation du capital

Ainsi, alors que la masse des capitaux engagés dans la production s'accroît de plus en plus rapidement, la masse des profits ne s'accroît pas dans la même proportion. D'autant que leur croissance est limitée par les possibilités de consommation des travailleurs, par leur résistance à l'exploitation.

Il arrive un moment où il y a trop de capital pour le profit réalisable dans les conditions d'exploitation du moment. Le capital n'arrive pas dans sa totalité à réaliser le taux moyen de profit. C'est comme s'il y avait du capital en excédent, c'est ce qu'on appelle la suraccumulation du capital.

Attention : Il n'y a pas excès de capital par rapport aux possibilités de l'appareil de production ni par rapport aux besoins des masses travailleuses — qui restent toujours insuffisamment satisfaits — mais par rapport à la masse des profits disponibles à un moment donné et donc par rapport au taux de profit exigé par les monopoles.

dévalorisation du capital

Pour surmonter cette difficulté une partie du capital devra fonctionner à un faible taux de profit, sans profit du tout, ou même à perte ; cette portion de capital est en quelque sorte « mis en sommeil » il ne se met plus en valeur, il est dévalorisé. C'est la dévalorisation du capital.

La plus-value produite dans les secteurs où fonctionnent ces capitaux sera alors transférée — par toute une série de moyens — sur la fraction restante du capital, qui verra ainsi son taux de profit s'élever.

C'est le cas des capitaux investis dans la plupart des entreprises publiques qui fonctionnent sans profit ou même à perte ; du capital investi dans le secteur privé des petites et moyennes entreprises qui reçoit un taux de profit inférieur au taux moyen ; c'est le cas des capitaux utilisés sans être rétribués ou faiblement : les fonds

de chèques postaux ou de la Caisse d'épargne, l'épargne populaire drainée par les banques par exemple.

Une partie de capital social ne fonctionne plus en tant que capital : il est thésaurisé sous forme d'or.

Parfois, même, une partie du capital sera perdue : c'est le cas des mises en faillite légale des entreprises du secteur privé non monopoliste, de la fermeture de certains ateliers, de la destruction pure et simple de marchandises représentant du capital.

La dévalorisation de cette partie du capital social permet le relèvement du taux de profit pour le capital restant et de nouveaux développements pour l'accumulation.

La contradiction fondamentale qui est à la base de ces phénomènes n'étant pas pour autant supprimée, cette accumulation conduira à une nouvelle période de suraccumulation, à de nouvelles nécessités de dévaloriser du capital.

les crises du mode de production capitaliste

Ce sont là les éléments fondamentaux qui expliquent les crises du mode de production capitaliste et qui sont à la base de la crise actuelle.

Pour mieux comprendre ces phénomènes de suraccumulation / dévalorisation, se reporter au Traité — Tome I — Pages 27 à 42.

Dans ces périodes de crise, la production industrielle est considérablement réduite ; le chômage et la misère s'étendent alors que des marchandises sont détruites ; les couches moyennes, les petites et moyennes entreprises sont durement touchées.

Pour faire face à ces crises et à leurs conséquences, la grande bourgeoisie s'efforce d'accroître la concentration avec la monopolisation des secteurs décisifs de l'économie, d'élargir leur sphère d'influence, d'accroître l'exploitation de toutes les couches de la nation. Pour cela, elle a de plus en plus largement besoin d'étendre les interventions économiques et politiques de l'Etat à son profit.

Ainsi a évolué le mode de production capitaliste et se sont mis progressivement en place les principaux traits caractéristiques du capitalisme monopoliste d'Etat.

Le capitalisme monopoliste d'Etat est ainsi une phase particulière (caractérisée par une monopolisation et une intervention de l'Etat accrues) au sein du stade impérialiste.

Celui-ci a été défini par Lénine comme le stade du mode de production capitaliste où se développent les groupes monopolistes et le capital financier, où l'exportation des capitaux — entraînant la domination des pays sous-développés et l'exploitation de leurs peuples — se généralise.

Un monopole parmi tant d'autres : Dassault

- à la Libération compte 500 salariés
- aujourd'hui : 17 000 salariés dans 17 entreprises, son chiffre d'affaires en 1971 : 1,9 milliard ; son profit : 230 millions - 1,6 million d'AF par travailleur.
- a le quasi monopole des fabrications d'avions militaires.
- il a absorbé Bréguet ; il dispose d'une société électronique ; il a des filiales dans différents pays ; il retire de grands profits des brevets concédés à plusieurs pays, entre autres l'Afrique du Sud ; il s'intéresse à l'immobilier (Société immobilière des Champs Elysées), à la presse (Jours de France), à la Banque (Banque commerciale de Paris).

Comment a grossi Dassault ?

- en 1949, il est choisi contre la SNCASO nationalisée pour produire « l'Ouragan », avion militaire, c'est le début de son monopole ;
- il vit des crédits d'Etat (qu'il vote en tant que député) pour ses fabrications et études. Pour 1971 sur 2,3 milliards de travaux en cours, l'Etat lui en avance 1,3.
- 4 Mirages IV commandés par l'Etat coûteront 24 fois le prix prévu
- l'Etat fait les frais de l'échec de l'avion à décollage vertical — coût 800 millions
- l'Etat finance 56 % du projet civil Mercure — coût 480 millions
- Il utilise pour ses fabrications les travaux de recherche des sociétés nationales, en particulier Sud-Aviation, que l'Etat se refuse à financer.
- il réalise la moitié de ses ventes à l'étranger — entre autres les Mirages — qu'il vend plus cher à l'Etat français qu'à sa clientèle étrangère.

Le stade impérialiste a lui-même été précédé par deux autres stades : le stade primitif, celui de la manufacture, le stade classique ou de libre concurrence.

● le capitalisme monopoliste d'Etat et sa crise actuelle

Voici comment les 81 partis communistes et ouvriers, réunis à Moscou en 1960, analysaient cette nouvelle phase :

« Les contradictions de l'impérialisme ont accéléré la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat. En renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le capitalisme monopoliste d'Etat réunit la puissance des monopoles à celle de l'Etat en un mécanisme unique, destiné à sauver le régime capitaliste, à augmenter au maximum les profits de la bourgeoisie impérialiste par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage de larges couches de la population. »

- assurer le profit maximum : un taux de profit élevé aux monopoles

Afin d'accélérer la concentration et assurer le maximum de profit aux groupes monopolistes et contrebattre ainsi les effets négatifs de la tendance à la baisse du taux de profit, divers moyens sont utilisés et développés :

l'appel de plus en plus large au financement public

Le financement public de la production monopoliste est la **caractéristique dominante du capitalisme monopoliste d'Etat**.

Il permet en effet de drainer le profit réalisé dans l'ensemble de la production vers le capital monopoliste : il met à sa disposition des capitaux qui seront peu ou pas rétribués.

Ce financement se fait sous différentes formes :

- commandes publiques, subventions et crédits, privilèges fiscaux, aide à l'exportation des capitaux ;
- mise à la disposition des grands monopoles des avantages du secteur nationalisé : tarifs spéciaux, bancs d'essai et de recherche, etc. ;
- prise en charge par l'Etat d'une partie sans cesse croissante des frais indispensables au progrès des forces productives : équipements, recherche, éducation, santé, etc. ;

le secteur public au service des monopoles

Les relations « privilégiées » entre entreprises publiques et entreprises privées conduisent à de véritables transferts de fonds vers ces dernières :

— le secteur public achète au prix fort ses fournitures et équipements au secteur privé.

— le secteur public vend meilleur marché aux gros utilisateurs, par le système de tarification préférentielle. Ainsi, alors que le prix de revient du kWh est de 5 centimes, l'EDF le vend 3 centimes à Pechiney ; la SNCF effectue 98 % du trafic marchandises pour le compte des grandes entreprises, en-dessous du prix de revient.

— le secteur public doit passer de plus en plus par les banques privées pour le financement de ses investissements. Ainsi les P et T ne peuvent utiliser les fonds qu'ils ont en dépôt (Caisse d'Épargne, Chèques postaux) et qui sont mis à la disposition du Trésor à 1,5 % d'intérêt, mais doivent passer pour leurs investissements par des sociétés financières privées, contrôlées par les grandes banques, et créées à cet effet. Ces sociétés achètent des immeubles, des équipements et les louent à l'administration ; elles n'ont aucun souci de gestion ; elles ont des contrats avantageux — en général la location dure bien au-delà de l'amortissement ; l'administration paye des intérêts à des taux élevés ; elles sont exonérées d'impôts.

Conclusion : des profits substantiels qui reviennent aux banques.

Ces pratiques ont pour conséquence de mettre ce secteur en difficulté, voire de mettre certains services en déficit ; l'État pousse alors à l'augmentation des tarifs des usagers, alloue des subventions — payées en définitive par les contribuables. En tout état de cause, ce sont les monopoles qui en bénéficient.

les marchés publics,
une immense affaire
pour les monopoles

— ils représentent 9 % de la production, 65 milliards en 1971

— les 3/4 de ces sommes reviennent aux 600 plus gros fournisseurs (sur 60 000 que compte l'État)

— certaines entreprises font une part importante de leur chiffre d'affaires sur commandes publiques ; celles-ci représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires de la Thomson-CSF

— les administrations militaires à elles seules ont passé pour 10 milliards de marchés en 1970

Les marchés ne se font plus pour l'essentiel par adjudication (au meilleur offrant) mais par appels d'offres restreints et marchés passés de gré à gré ; d'où des prix avantageux pour les monopoles fournisseurs : 10 % de chiffre d'affaires en plus, environ.

- importance sans cesse accrue du budget militaire, qui se traduit par des commandes dont sont bénéficiaires quelques groupes monopolistes.

l'aggravation de l'exploitation

Afin d'augmenter le taux et la masse de plus-value, en particulier par :

- l'atteinte au pouvoir d'achat par l'organisation de la hausse des prix, entre autres ceux des services publics ;
- la pression sur les salaires et la durée du travail ; une politique de l'emploi permettant de faire jouer la pression du chômage selon les branches et selon les régions ;
- le prélèvement par l'Etat sur les revenus des salariés par le système de la fiscalité, directe ou indirecte, des assurances obligatoires, etc., toujours au profit des monopoles.

l'inflation et la spéculation

L'inflation (1) est liée à la nécessité de chercher à gonfler les profits capitalistes. Elle correspond à une mise en circulation d'une masse de monnaie sans contrepartie réelle dans la production en liaison avec :

- la hausse des prix qui assure un superprofit sur la vente des marchandises ;
- le développement démesuré du crédit bancaire aux monopoles ;
- le financement public de l'économie monopoliste et de productions parasites, telle celle d'armements.

La dégradation de la monnaie qui en résulte est finalement supportée pour l'essentiel par les travailleurs dont le pouvoir d'achat tend à diminuer, et accélère la concentration du capital en liquidant une partie des petits rentiers et en mettant en difficulté les petites et moyennes entreprises.

La spéculation est une autre source de profits. Des masses importantes de capitaux ne sont pas réinvestis dans la production. Ils mettent à profit les différences de valeur entre monnaies, ils jouent sur le marché de l'or, etc., pour réaliser des profits importants et rapides, en dehors de la sphère de production.

(1) Sur l'inflation et la spéculation se reporter à l'ouvrage de Jacques Kahn « Pour comprendre les crises monétaires ».

la recherche de solutions
sur le plan international

Avec l'accélération de la construction du Marché Commun, dominé par les monopoles, avec le resserrement de l'Alliance atlantique, le capitalisme monopoliste d'Etat n'hésite pas à sacrifier l'intérêt national et l'indépendance de notre pays.

●réunion de la puissance des monopoles et de l'Etat en un mécanisme unique

Comme nous pouvons le vérifier au cours de cette énumération, l'Etat intervient de plus en plus dans tous les domaines de la vie nationale : économique, social, politique, idéologique, toujours en faveur des monopoles.

Pour bien comprendre cette évolution, il faut tout d'abord définir l'Etat.

qu'est-ce que l'Etat ?

Contrairement à ce que les hommes de la réaction affirment, l'Etat n'est pas neutre, au-dessus des classes, et au service de tous.

Dans les sociétés divisées en classes antagonistes où règne l'exploitation de l'homme par l'homme, l'Etat est l'instrument de domination de la classe qui règne économiquement. Il a

pour rôle de défendre par tous les moyens les intérêts de cette classe.

Il peut revêtir des formes et appellations différentes ; aussi pour ne pas se tromper il faut toujours se poser la question : au service de quelle classe agit cet Etat ?

L'Etat comporte des institutions c'est-à-dire des organismes qui élaborent et mettent en œuvre la politique de la classe au pouvoir : parlement, gouvernement, ministères, présidence de la République, il comporte aussi des instruments c'est-à-dire des moyens (moyens d'information, police, tribunaux, armée) chargés de faire appliquer cette politique et ses lois.

aujourd'hui l'Etat est au service
exclusif des monopoles

Le pouvoir actuel est né du coup de force des généraux factieux en 1958. La Constitution, votée en septembre 1958 est antidémocratique ; la loi électorale fausse la représentation du peuple, le Président de la République et son gouvernement sont nantis de tous les pouvoirs, tandis que l'Assemblée nationale est réduite à une simple chambre d'enregistrement. Nous avons dit alors qu'il exprimait la volonté des monopoles d'accroître leur domination sur la vie du pays.

En fait les monopoles et l'Etat forment un mécanisme unique ; il n'y a ni fusion, ni séparation,

« L'Etat, aujourd'hui, demain », une plaquette écrite par Georges Marchais et éditée par « France Nouvelle ».

mais étroite interaction. Chacun ayant un rôle propre, dans la poursuite du même but,

- La loi électorale actuelle (scrutin d'arrondissement uninominal, à deux tours),
- le découpage des circonscriptions favorisent la réaction.

En moyenne il faut :

70 600 voix pour élire un député communiste,
31 415 voix pour élire un député U.D.R.

Dans la banlieue populaire de Paris il faut :

A Longjumeau : 60 850 voix pour élire Pierre Juquin,
A Sarcelles : 48 293 voix pour élire Henri Canacou.

Mais dans les quartiers bourgeois de la capitale,
17 819 voix suffisent pour élire Stehlin dans le XVI^e
et 11 448 pour élire Couve de Murville dans le VIII^e.

Quelle que soit sa forme, l'Etat capitaliste est toujours au service du grand capital.



renforcement du rôle de l'Etat

Tous les moyens de la puissance publique sont mis au service des monopoles privés en vue de la réalisation de leurs profits, de l'accélération de la concentration. L'Etat est devenu l'appareil primordial de survie des rapports de production monopolistes.

Pour satisfaire ces exigences, son rôle s'accroît notamment dans le domaine économique où il joue un rôle nouveau. En particulier par le financement des moyens matériels de production, par une intervention directe pour favoriser les concentrations, etc.

De plus l'Etat contribue largement à l'aggravation de l'exploitation de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs, salariés ou non.

Pour imposer cette orientation contraire à l'intérêt du peuple et de la nation, il développe son intervention dans la bataille politique et idéologique, comme nous avons pu le vérifier lors de la campagne des législatives de mars 1973. Il s'efforce de relancer la collaboration de classe sous toutes ses formes ; il développe la campagne anticomuniste, antisoviétique ; il renforce encore son caractère autoritaire et antidémocratique ; il remet en permanence en cause les droits, les libertés démocratiques et les conquêtes sociales ; il renforce son appareil de répression ; il s'oriente vers l'armée de métier.

le budget d'Etat, un budget de classe

— en croissance : représente 200,80 milliards en 1973,

— qui paye ?

	En 1958		en 1973	
	(en milliards de francs)			
Impôt sur le revenu	7	X 5,12	36,3	
Impôt sur les sociétés	5,58	X 3,9	21,78	
Impôt indirect, T.V.A.	19,28	X 5	96	

- La T.V.A. représente 2 600 F par an et par Français
- En 1959 il y avait 5 600 000 contribuables, en 1973 il y en a 11 000 000
- les sociétés bénéficient de 20 milliards de privilèges fiscaux pour 1972 ; le pouvoir a mis au point 27 façons de les privilégier, entre autres par l'avoir fiscal
- Ainsi, en 1971 :
 - 53 % des recettes de l'Etat proviennent de la TVA
 - 17,9 % de l'impôt sur le revenu
 - 10,5 % seulement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés

— et pourquoi ?

la jeunesse est inscrite pour 0,7 %

les affaires culturelles pour 0,51

la santé pour 9,75

L'Education nationale pour 18,38

la Défense nationale (officiellement car une partie est camouflée dans d'autres budgets) 17,7 %

●une crise permanente atteint tous les aspects de la vie nationale

Aujourd'hui ces moyens, pourtant employés à haute dose, ont perdu leur efficacité. La sur-accumulation n'en continue pas moins à s'aggraver. Le grand capital ne peut plus résoudre ses contradictions comme il y réussissait partiellement il y a quelques années. La masse des capitaux s'accroît encore plus rapidement sous l'effet des débuts de la révolution scientifique et technique et d'une concurrence portée à l'échelle internationale, exacerbée par le développement des économies des pays socialistes. Dans le même temps, la résistance accrue des travailleurs à l'exploitation limite la croissance des profits.

C'est dans ces conditions qu'apparaissent les symptômes d'une crise du capitalisme monopoliste d'Etat. Cette crise ne revêt pas la forme apocalyptique de celle de 1930, mais des difficultés durables et croissantes atteignent les uns après les autres les différents secteurs de la vie nationale.

Les gaspillages

19 % des capacités de production inutilisées — d'après une enquête de l'INSEE, entre 1962 et 1970. A noter que ce pourcentage était tombé à 16 % après mai-juin 1968.

La militarisation croissante de l'économie et de la recherche : plus de 40 milliards de francs pour 1970, officiellement la force de frappe a déjà coûté 50 milliards.

Destruction périodique de produits de consommation : le ministre de l'agriculture estime que 619 000 tonnes de fruits et légumes ont été détruites entre 1967 et 1971.

La publicité : en 1972, 6,5 milliards de francs, soit 400 francs par foyer — représentent 17 % du coût des produits pharmaceutiques, contre 8 % pour les frais de recherche.

La spéculation : les 2/3 des profits distribués ne sont pas directement réinvestis, mais placés dans des spéculations de toutes sortes ; actuellement ces sommes sont évaluées à 40 milliards.

La spéculation immobilière et foncière représente une plus-value supérieure à 30 milliards par an ; en 1968 1 202 000 logements restaient inoccupés, vu leur prix.

Les dépenses personnelles des monopollistes : Mme de Bettencourt a acheté 20 millions de bijoux en 1972 ; le jour de son « rapt », Mme Dassault portait sur elle 1 million de bijoux ; le mur qui entoure sa propriété a coûté plus de 6 millions voici plus de dix ans.

Les forces humaines sont aussi gaspillées : 850 000 chômeurs ou personnes à la recherche de travail ; 5 % du travail interrompu du fait d'accidents ou de maladies dus aux mauvaises conditions de travail.

- la permanence et l'acuité de l'inflation conduisent à des dérèglements économiques et financiers ;
- les relations monétaires sont désorganisées, avec des gaspillages et une spéculation à une échelle inouïe ;
- la croissance de la production est ralentie avec des hauts et des bas, le chômage s'étend ;
- les dépenses pour les besoins collectifs sont freinées ;
- la concurrence entre monopoles s'aiguise.

Avec le concours de l'Etat l'exploitation devient plus collective ; elle atteint tous les aspects de la vie des travailleurs. Elle se généralise à l'ensemble des couches non monopolistes. Par ailleurs l'accélération de la concentration monopoliste conduit à une subordination de plus en plus étroite du secteur non monopoliste, notamment dans l'agriculture et le commerce.

Il s'ensuit un approfondissement de la contradiction fondamentale entre le capital et le travail ; en même temps, cette contradiction s'étend à de nouveaux secteurs jusque-là de type artisanal et entraîne un accroissement rapide du nombre de salariés. La petite et moyenne entreprise est appelée à disparaître ou à s'intégrer dans l'organisation des firmes monopolistes.

De nouvelles contradictions surgissent et prennent un tour aigu. C'est ainsi que les exigences de la révolution scientifique et technique se heurtent à l'anarchie de la production et à la recherche du profit à court terme. La planification basée sur les intérêts monopolistes provoque une aggravation des déséquilibres économiques et régionaux pour ne citer que ces exemples.

La crise trouve aussi son expression sur le plan politique, avec l'accroissement du divorce entre l'Etat et les citoyens, mais également sur le plan moral et idéologique. Le système actuel est naturellement générateur de scandales, de corruption, d'immoralité ; l'effondrement des valeurs morales de la bourgeoisie s'accompagne d'une crise profonde de son idéologie.

La crise a ainsi un caractère global parce qu'elle est crise de fonctionnement du système du capitalisme monopoliste d'Etat qui constitue lui-même une totalité à la fois économique, sociale, politique, idéologique. C'est pourquoi cette crise n'est pas seulement économique mais en même temps sociale, politique, idéologique.

L'antagonisme s'accroît entre les intérêts de la bourgeoisie monopoliste et ceux de l'ensemble

de la nation ; une masse croissante de travailleurs et une partie grandissante des couches moyennes tendent à se rapprocher de la classe ouvrière. Des luttes économiques et politiques se développent, elles gagnent en profondeur et en intensité.

Cette crise n'en est encore qu'à ses débuts.

Nous n'en vivons que les premières manifestations. Celles-ci n'en marquent pas moins les limites atteintes par le développement du capitalisme monopoliste d'Etat, son incapacité à assurer l'essor des forces productives et le développement de la société ; l'antagonisme croît entre le caractère de plus en plus social de la production et la mainmise sur son organisation et ses résultats par un nombre de plus en plus réduit de groupes monopolistes.

Ces problèmes doivent trouver une nouvelle réponse. Un changement profond est ainsi à l'ordre du jour dans la vie de notre pays. Nous sommes dans une période d'aiguïsement et d'extension des luttes de classes.

Nous allons maintenant définir les classes, approfondir la portée de la lutte de classes et le rôle de la classe ouvrière.